

GUARANTY OF PRIVATE INVESTMENTS

**Agreement Between the
UNITED STATES OF AMERICA
and MAURITANIA**

**Effected by Exchange of Notes
Signed at Nouakchott May 4 and
July 3, 1964**



MAURITANIA

Guaranty of Private Investments

*Agreement effected by exchange of notes
Signed at Nouakchott May 4 and July 3, 1964;
Entered into force July 3, 1964.*

*The American Chargé d'Affaires ad interim to the Mauritanian
Minister of Foreign Affairs*

No. 55

NOUAKCHOTT, *May 4, 1964*

EXCELLENCY:

I have the honor to refer to conversations which have recently taken place between representative of our two Governments relating to investments in the Islamic Republic of Mauritania which further the development of the economic resources and productive capacities of the Islamic Republic of Mauritania and to guaranties of such investments by the Government of the United States of America. I also have the honor to confirm the following understandings reached as a result of those conversations:

1. The Government of the United States of America and the Government of the Islamic Republic of Mauritania shall, upon the request of either Government, consult concerning investments in the Islamic Republic of Mauritania which the Government of the United States of America may guarantee.

2. The Government of the United States of America shall not guarantee an investment in the Islamic Republic of Mauritania unless the Government of the Islamic Republic of Mauritania approves the activity to which the investment relates and recognizes that the Government of the United States of America may guarantee such investment.

3. If an investor transfers to the Government of the United States of America pursuant to an investment guaranty, (a) lawful currency, including credits thereof, of the Islamic Republic of Mauritania, (b) any claims or rights which the investor has or may have arising from the business activities of the investor in the Islamic Republic of Mauritania or from the events entitling the investor to payment under the investment guaranty, or (c) all or part of the interest of the investor in any property (real or personal, tangible or intangible)

within the Islamic Republic of Mauritania, the Government of the Islamic Republic of Mauritania shall recognize such transfer as valid and effective.

4. Lawful currency of the Islamic Republic of Mauritania, including credits thereof, which is acquired by the Government of the United States of America pursuant to a transfer of currency or from the sale of property transferred under an investment guaranty shall be accorded treatment by the Government of the Islamic Republic of Mauritania with respect to exchange, repatriation or use thereof, not less favorable than that accorded to funds of nationals of the United States of America derived from activities similar to those in which the investor had been engaged, and such currency may in any event be used by the Government of the United States of America for any of its expenditures in the Islamic Republic of Mauritania.

5. Any dispute regarding the interpretation or application of the provisions of this Agreement or any claim against the Government of the Islamic Republic of Mauritania to which the Government of the United States of America may succeed as transferee or which may arise from the events causing payment under an investment guaranty shall, upon the request of either Government, be the subject of negotiations between the two Governments and shall be settled, insofar as possible, in such negotiations. If, within a period of three months after a request for negotiation, the two Governments are unable to settle any such dispute or claim by agreement, the dispute or claim shall be referred upon the initiative of either Government, to a sole arbitrator, selected by mutual agreement, for final and binding determination in light of the applicable principles of international law. If the two Governments are unable to select an arbitrator within a period of three months after indication by either Government of its desire to arbitrate, the President of the International Court of Justice shall, at the request of either Government, designate the arbitrator.

Upon receipt of a note from Your Excellency indicating that the foregoing provisions are acceptable to the Government of the Islamic Republic of Mauritania, the Government of the United States of America will consider that this note and your reply thereto constitute an Agreement between our two Governments on this subject, the agreement to enter into force on the date of your note in reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

WILLIAM L. EAGLETON, Jr.

His Excellency
SIDI MOHAMED DEYINE
Minister of Foreign Affairs
Nouakchott, Mauritania

*The Mauritanian Minister of Foreign Affairs to the American Chargé
d'Affaires ad interim*

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

الجمهورية الإسلامية الموريتانية

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
وزارة الخارجية
LE MINISTRE
الوزير

N° 1184/MAE

NOUAKCHOTT, le 3 *Juil* 1964

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par lettre n° 55 du 4 Mai 1964, vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit :

“J’ai l’honneur de me référer aux conversations qui ont eu lieu récemment entre les représentants de nos deux gouvernements au sujet des investissements en République Islamique de Mauritanie qui accélèrent le développement des ressources économiques et de la capacité de production de la République Islamique de Mauritanie et au sujet de l’émission de garanties de ces investissements par le Gouvernement des Etats-Unis d’Amérique. J’ai également l’honneur de confirmer les arrangements suivants qui sont le résultat de ces conversations :

1 - Le Gouvernement des Etats-Unis d’Amérique et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie se consulteront, à la requête de l’un ou de l’autre d’entre eux, au sujet d’investissements en République Islamique de Mauritanie à l’égard desquels des garanties pourraient être données par le Gouvernement des Etats-Unis d’Amérique.

2 - Le Gouvernement des Etats-Unis d’Amérique ne garantira aucun investissement en République Islamique de Mauritanie à moins que le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie n’approuve l’activité sur laquelle porte cet investissement et ne reconnaisse au Gouvernement des Etats-Unis d’Amérique le droit de garantir un tel investissement.

3 - Si une personne ayant effectué un investissement transfère au Gouvernement des Etats-Unis d’Amérique, en vertu d’une garantie de cet investissement, (a) des montants en devises légales, y compris les crédits en devises légales de la République Islamique de Mauritanie, (b) toutes réclamations ou droits existants ou pouvant survenir du fait de ses activités en République Islamique de Mauritanie ou du fait de circonstances l’habilitant à recevoir un paiement au titre de la garantie d’investissement, ou (c) le tout ou une partie de l’intérêt de la personne ayant effectué un investissement dans une propriété (immobilière ou mobilière, tangible ou intangible) située en République Islamique de Mauritanie, le Gouvernement de la République Islamique de

Mauritanie reconnaîtra ce transfert comme une opération valable et réelle.

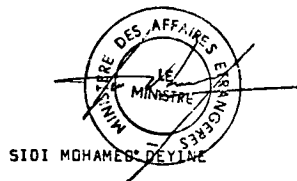
4 - Les devises légales de la République Islamique de Mauritanie, y compris les crédits en devises légales, acquis par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vertu d'un transfert de devises ou d'une vente de propriété transférée au titre d'une garantie d'investissement, recevront de la part du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie en ce qui concerne leur échange, leur rapatriement ou leur utilisation, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé à des fonds appartenant à des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique qui proviennent d'activités semblables à celles de la personne ayant effectué des investissements, et ces devises pourront en tout cas être utilisées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour toutes dépenses en République Islamique de Mauritanie.

5 - Tout litige concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Accord, ou toute réclamation contre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie à laquelle le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique peut succéder en sa qualité de bénéficiaire d'un transfert, ou en conséquence d'un paiement au titre d'une garantie d'investissement, seront l'objet de négociations entre les deux gouvernements, à la demande de l'un ou de l'autre d'entre eux, et seront réglés dans toute la mesure du possible par ces négociations. Si, après un délai de trois mois après une demande de négociation, les deux Gouvernements ne parviennent pas à régler un tel litige ou une telle réclamation par un accord, le litige ou la réclamation seront renvoyés, sur l'initiative de l'un ou de l'autre des Gouvernements, à un arbitre unique, choisi d'un commun accord, pour une décision définitive et obligatoire en fonction des principes de droit international applicables. Si les deux Gouvernements ne parviennent pas à choisir un arbitre dans un délai de trois mois après que l'un ou l'autre des Gouvernements ait manifesté son désir d'avoir recours à l'arbitrage, le Président de la Cour Internationale de Justice nommera l'arbitre, à la requête de l'un ou de l'autre Gouvernement".

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les dispositions qui précèdent ont reçu l'agrément du gouvernement de la République Islamique de Mauritanie.

Je vous précise d'autre part que le Gouvernement Mauritanien considèrera, comme le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, que votre lettre n° 55 du 4 Mai 1964 et la présente lettre constituent un accord à ce sujet entre nos deux Gouvernements, ledit accord entrant en vigueur à la date de ce jour,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma très haute considération.



Monsieur WILLIAM L. EAGLETON JR
*Chargé d'Affaires des Etats-Unis
 d'Amérique
 Nouakchott*

Translation

ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA

MINISTRY
 OF
 FOREIGN AFFAIRS
 THE MINISTER

Nouakchott, July 3, 1964

No. 1184/MAE

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES:

By note No. 55 of May 4, 1964, you were good enough to inform me as follows:

[For the English language text of the note see *ante*, p. 1.]

I have the honor to inform you that the foregoing provisions are acceptable to the Government of the Islamic Republic of Mauritania.

I wish to state, furthermore, that the Mauritanian Government will consider, as does the Government of the United States of America, that your note No. 55 of May 4, 1964, and this note constitute an agreement between our two Governments on this subject, the said agreement to enter into force on today's date.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the assurance of my very high consideration.

[SEAL]

SIDI MOHAMED DEYINE

Sidi Mohamed Deyine

MR. WILLIAM L. EAGLETON, JR.,
*Chargé d'Affaires of the United States of America,
 Nouakchott.*

TIAS 5727